

LES ENSEIGNANTS STAGIAIRES ET INTERNET EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : QUELLES PRATIQUES ET QUELS USAGES ? LE CAS DE L'UNIVERSITÉ DE KOUDOUGOU AU BURKINA FASO.

W. Zacharia TIEMTORÉ – Université Rennes 2 CREAD EA N°3875

INTRODUCTION

Depuis les dernières décennies du XX^{ème} siècle, les technologies de l'information et de la communication (TIC) que l'on peut définir comme l'ensemble des grands systèmes informatisés de télécommunications et de gestion de données et d'informations, publics ou privés, qui s'adressent aux entreprises ou aux individus¹, n'ont eu de cesse de se développer. L'être humain s'est investi pour réussir le pari de la « communication en temps réel » c'est-à-dire, rendre possible un échange entre des individus situés à des points complètement opposés du globe, avec une facilité et une qualité proches de ce que l'on pourrait attendre si les individus étaient géographiquement réunis. Pour comprendre cette motivation de l'Homme pour la communication, il faut remonter écrit Mattelart² (1996, pp 5-6), au mouvement vers l'intégration mondiale qui a débuté au tournant du XIX^{ème} siècle. Cet auteur fait ainsi remarquer que l'internationalisation de la communication est née de deux universalismes : les Lumières et le Libéralisme. Il s'agit de deux projets de construction d'un espace mondial sans entraves qui cherchent à se réaliser autour de l'idée que l'échange serait créateur de valeurs et le monde meilleur parce que solidaire.

Depuis lors, chaque nouvelle invention, chaque progrès technologique a suscité des attentes, des rêves et des espoirs. Il en a été ainsi par exemple pour le télégramme, le téléphone, la radiodiffusion et la télévision. Aujourd'hui, la rencontre de l'audiovisuelle, de l'informatique et des télécommunications donne une nouvelle dimension aux TIC, notamment au travers de ce qu'il est convenu d'appeler le réseau des réseaux, c'est-à-dire Internet. Internet (Interconnexion Networks) a été lancé officiellement aux Etats-Unis en 1993 par le vice-président Al Gore³. Mais avant d'en arriver là, il a fallu passer par différentes étapes. En effet, tout commence avec le programme ARPA conçu par les Etats-Unis à la fin des années 1950. C'est dans le cadre de ce programme qu'a été construit un réseau de communication dont l'objectif était d'assurer la sécurité des relations entre les centres militaires américains en cas

¹ Cf. Chéneau Loquay A., (2000) « *Quelle insertion de l'Afrique dans les réseaux mondiaux ?* » in Enjeux des Technologies de la Communication en Afrique, Paris, Ed. Karthala.

² Mattelart A., (1996) *La mondialisation de la communication*, Vendôme, PUF.

³ Cf. Brunet P. et Al, (2002) *Les enjeux éthiques d'Internet en Afrique de l'ouest*, Paris, Ed. L'Harmattan, p2

d'attaque. Baptisé Arpanet en 1969, ce réseau précurseur d'Internet, permettait la connexion d'une vingtaine de centres militaires, industriels et universitaires.

Internet pour sa part naît en 1983 grâce à l'entrée quelques années plus tôt dans le domaine public, des protocoles TCP/IP⁴ (Transmission Control Protocol/ Internet Protocol) et la jonction des principaux réseaux américains. Le « world wide web » appelé aussi le Web n'a vu le jour quant à lui, qu'en 1989 pour rendre davantage conviviale l'exploitation d'Internet. Il se définit de par son contenu, comme une énorme banque d'informations, composée de documents hypertextes (documents textes contenant des liens vers d'autres documents textes) et hypermédia (texte, graphique, image, son, ou vidéo contenant des liens vers d'autres documents du même genre) connectés entre eux et distribués sur Internet.

Ainsi, selon Balle (1999, p171), dès 1992 Internet s'affiche comme l'héritier de la triple alliance entre le téléphone, la télévision et l'ordinateur. La possibilité de relier entre eux des ordinateurs du monde entier apporte un visage à l'avenir. En effet, jamais avant Internet, un média n'avait suscité autant de paris sur l'avenir et s'était imposé en si peu d'années. À titre illustratif, voici quelques chiffres qui témoignent de l'ampleur de cet événement technologique. Cinq ans environ après son lancement officiel, un foyer sur quatre aux Etats-Unis était abonné à un fournisseur d'accès à Internet. Alors que pour le même pourcentage, il a fallu attendre 35 ans pour le téléphone, 26 ans pour la télévision, 22 ans pour la radio, 15 ans pour l'ordinateur personnel et 13 ans pour le téléphone mobile⁵. Malgré une évolution rapide et une internationalisation entamée, le constat actuel est que les taux d'accès de la population à Internet sont très différents d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre et parfois même d'une ville à l'autre.

Pour prendre un exemple concret, il faut savoir que dans le domaine des TIC, la situation du Burkina Faso n'est pas comparable à celle des pays industrialisés, puisque ce pays est même très en dessous du niveau atteint par certains États africains. Pour être exact, cette nation subsaharienne était classée en 2004, 177^{ème} sur 178 pays⁶, selon l'indice d'accès numérique de l'Union internationale des télécommunications (UIT). À côté de cette réalité, le Burkina Faso a enregistré ces dernières années des progrès en matière de TIC.

⁴ Le protocole TCP est un langage qui permet à deux ordinateurs de communiquer l'un avec l'autre, en contrôlant l'émission et la réception des messages quels qu'ils soient. Le protocole IP, lui, gère les adresses sur Internet et l'acheminement des messages, depuis l'émetteur jusqu'au destinataire. Ils ont été inventés en 1974 par Vint Cerf et Robert Kahn

⁵ Cf. Balle F., (1999) *Médias et Sociétés*, Paris, Ed Montchrestien, 9^{ème} édition, p 171

⁶ Cf. DELGI : www.delgi.gov.bf

De 0,65 téléphones pour 100 habitants en 1998, ce pays est passé en 2004 à plus de trois téléphones (fixes et mobiles confondus) pour 100 habitants⁷. En termes de ligne téléphonique, le Burkina Faso est passé selon l'UIT⁸, de 0,47 ligne pour 100 habitants en 2000 à 0,74 ligne pour 100 habitants en 2005, soit une progression de 9,5 %. Le secteur du téléphone portable, a lui aussi connu une évolution significative, passant de 25 200 téléphones en 2000 à 572 200 en 2005, soit une progression de 86,7 % toujours selon l'UIT.

La connexion internationale à Internet qui était au départ en 1997 à 64 kilobits par seconde est passée au cours de l'année 2005 selon la Délégation générale à l'informatique (DELGI), à 32 mégabits par seconde. Dans le même temps, l'organisme international de télécommunications y dénombrait en 2005 près de 436 serveurs soit environ 0,33 pour 10 000 habitants. Le nombre d'utilisateurs d'Internet au Burkina Faso était estimé en 2005 par cet organisme à 64600, tandis que 31 000 ordinateurs étaient répertoriés, ce qui représentait 0,24 ordinateur pour 100 habitants.

En mettant ces chiffres en regard avec ceux par exemple de la France pour la même année, qui comptait plus 2 millions de serveurs, 26 millions d'utilisateurs et 35 millions⁹ d'ordinateurs, on perçoit aisément l'ampleur de la différence.

UN SAUVEUR POTENTIEL NOMMÉ INTERNET ?

En dépit de ce constat, Internet est présenté par certains analystes comme une solution adaptée et un progrès technologique à saisir par les pays du sud et notamment ceux de l'Afrique, pour sortir du sous développement.

Ouédraogo (2000) par exemple, remarque que « les technologies de l'information et de la communication, de par leurs impacts, de par leur fascination, de par leur opérationnalité extrême et continue, ouvrent un boulevard insoupçonné de possibilités infinies ».

Internet est même présenté parfois comme une chance pour le continent africain. C'est d'ailleurs ce qu'indique l'extrait suivant d'un Rapport de la Banque mondiale sur le développement d'Internet, repris par Tshimbulu (2001, p. 160) : « *La révolution de l'information (...) offre à l'Afrique une opportunité de bondir dans le futur, de rompre des décades de stagnation et de déclin. L'Afrique doit saisir rapidement cette chance. Si les pays africains ne parviennent pas à tirer avantage de la révolution de l'information et à surfer sur*

⁷ Cf. DELGI : www.delgi.gov.bf

⁸ Voir le site Web : www.itu.int

⁹ Les chiffres sont ceux de l'UIT. Voir site Web : www.itu.int

la grande vague du changement technologique, ils seront submergés par elle. Dans ce sens, ils risquent d'être encore plus marginalisés et économiquement stagnants dans le futur qu'aujourd'hui ».

Dans la même tendance, les discours politiques qui concernent l'éducation en Afrique désignent Internet et plus largement les TIC comme un levier de développement et de progrès. Dans l'engagement pris à l'occasion de la phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information en novembre 2005, il est inscrit que *« Les TIC présentent un énorme potentiel pour élargir l'accès à un enseignement de qualité, pour favoriser l'alphabétisation et l'éducation primaire universelle, et pour faciliter le processus même d'acquisition, ouvrant ainsi la voie à la mise en place d'une société de l'information et d'une économie du savoir vraiment solidaires et privilégiant le développement, dans le respect de la diversité culturelle et linguistique ».*

De même, les participants à cette rencontre ont considéré qu'il était urgent de susciter une prise de conscience par rapport à l'importance des technologies et de contribuer à ce que leurs possibilités soient exploitées au mieux. Selon le rapport officiel du sommet, les États sont parvenus à un accord politique sur la nécessité d'assurer l'expansion de la société de l'information et reconnaissent qu'il n'est pas possible d'obtenir un développement durable sans les TIC. Car, ces technologies sont considérées comme des outils importants dans la lutte contre la pauvreté, qui est l'un des Objectifs du millénaire pour le développement fixés à l'horizon 2015.

A côté de cela, il faut noter également la position des parlementaires de 45 pays africains, qui ont décidé d'unir leurs forces en faveur de l'éducation en Afrique, et qui à travers la création du Forum africain des parlementaires pour l'éducation (FAPED)¹⁰ en novembre 2002 en Tanzanie, se sont engagés entre autres, à favoriser l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

Au-delà des discours et des déclarations d'intention, il semble pertinent de s'arrêter sur la situation réelle en matière de technologies de l'éducation et de la formation en milieu défavorisé et d'observer ce qui s'y passe. Concrètement, à partir de données recueillies sur le terrain, cet écrit donne à voir un aperçu des pratiques liées à Internet dans une université locale du Burkina Faso, à savoir l'université de Koudougou.

¹⁰ Voir : <http://portal.unesco.org/education/fr>

UN ACCÈS LIMITÉ ET UN USAGE PÉDAGOGIQUE INEXISTANT

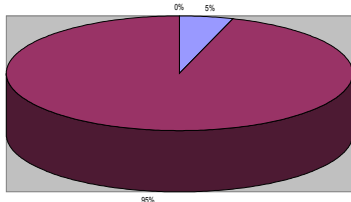
L'université de Koudougou est la troisième université du pays. Elle a été créée au second semestre de l'année 2005 en remplacement de l'école normale supérieure qui existait depuis 1996. Cette nouvelle université bien qu'ayant des ambitions d'expansion de son offre éducative reprend et assume pour l'instant, les prérogatives dévolues à l'ancienne école normale supérieure. Ainsi, il s'agit d'un établissement d'enseignement supérieur, de formation professionnelle et de recherche, dont les missions consistent principalement à assurer la formation des personnels de l'éducation, la conception, la production et la diffusion des matériels didactiques. Dans ce cadre, cet établissement organise donc notamment : la formation professionnelle initiale des personnels d'enseignement, d'encadrement, d'administration et de gestion de l'éducation ; la formation continue des mêmes personnels ; et la formation pédagogique des professeurs de l'enseignement supérieur. L'université a par ailleurs pour mission, de conduire la réflexion sur les performances du système éducatif, les stratégies éducatives et les innovations pédagogiques et de promouvoir la recherche en éducation. Chaque année, elle gère plus de mille stagiaires destinés à l'enseignement de base et à l'enseignement secondaire et qui sont présents sur le campus ou en session pratique hors du site.

L'équipement technologique de l'établissement n'est pas considérable. En 2005, on y dénombrait une trentaine d'ordinateurs, deux imprimantes, un magnétoscope, un téléviseur et un vidéo-projecteur.

L'enquête qui a été menée auprès des stagiaires de cet établissement a porté sur 176 d'entre eux, retenus sur des critères de volontariat et de présence effective sur le campus au moment de l'enquête. Cet échantillon qui est constitué de 146 stagiaires de sexe masculin et de 30 stagiaires de sexe féminin n'est certainement pas représentatif de l'ensemble des stagiaires, mais est suffisamment important pour donner une tendance forte des principales pratiques de ces acteurs éducatifs liées à Internet.

Les premiers résultats de cette enquête montrent que sur l'ensemble des personnes interrogées, seulement 9 déclarent posséder un ordinateur personnel, soit 5,11%. Il est possible d'avancer que ce pourcentage aurait fortement baissé si l'enquête avait porté sur la population enseignante tout entière. On pourrait penser que le fait de ne pas posséder son propre ordinateur (fig. 1) n'est pas en soi un obstacle majeur, surtout si l'accès à cette machine est possible autrement. Mais cette façon de penser n'occulte-t-elle pas le fait,

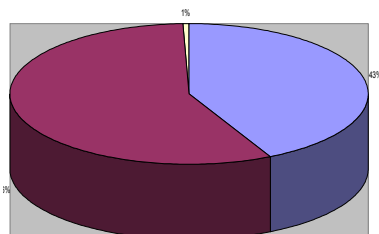
qu'avoir un ordinateur tout le temps disponible chez soi, pourrait en faciliter la pratique et donc l'appropriation de l'outil ?



| | Oui | Non | Totaux |
|------------------|-----|-----|--------|
| Effectifs | 9 | 167 | 176 |
| % | 5% | 95% | 100% |

Figure 1 : Possession d'un ordinateur personnel

Le nombre de stagiaires qui indiquent toujours dans ce groupe n'avoir pas encore utilisé un ordinateur vient préciser l'indication donnée précédemment. La figure 2 illustre cette situation. Cent stagiaires soit 56,82 % déclarent ne s'être jamais servi d'un ordinateur, tandis que 75 d'entre eux soit 42,61 %, reconnaissent l'avoir déjà utilisé et une personne ne donne pas de réponse. Ces données font ressortir que l'ordinateur n'est pas encore entré dans les habitudes d'usage des interviewés, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi les stagiaires ont employé les termes de « mystification », de « dépaysement » et d' « analphabétisme du 21^{ème} siècle » pour parler de leurs pratiques de ces outils.

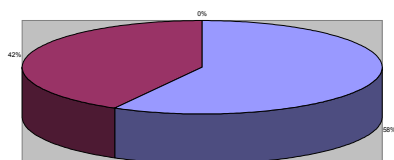


| | Oui | Non | Pas de rép. | Totaux |
|-------------|-----|-----|----------------|--------|
| Eff. | 75 | 100 | 1 | 176 |
| % | 43% | 56% | 1% | 100% |

Figure 2 : Fréquence d'utilisation de l'ordinateur (au moins une fois)

Dans les représentations des stagiaires auxquelles s'est intéressée par ailleurs l'enquête, il est apparu une forme de réductionnisme consistant à assimiler les TIC à Internet. Cela pouvait laisser sous-entendre que ce média était plus familier aux stagiaires et qu'il faisait l'objet d'une utilisation soutenue. Les chiffres de cette enquête ne vont pas exactement dans ce sens, car une majorité avoue ne manipuler ni l'ordinateur, ni Internet.

Cependant, aussi surprenant que cela puisse paraître, les stagiaires sont 102 soit 57,95 % à affirmer connaître Internet comme l'indique la figure 3. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'usage, les chiffres s'inversent. Ils ne sont plus effectivement que 53 soit 30,11 % à déclarer avoir déjà utilisé Internet. Cette situation qui consiste pour les stagiaires à faire valoir qu'ils connaissent Internet mais ne l'ont jamais utilisé, pose un certain nombre de questions. Connaissent-ils Internet simplement parce qu'ils en entendent parler, ou prétendent-ils connaître ce média parce qu'affirmer le contraire serait socialement dévalorisant ? En tout état de cause, il semble que l'on tienne là, une indication que ce qui est véhiculé par les stagiaires sur les technologies et en particulier sur Internet, n'est pas toujours fondé sur des expériences personnelles menées dans le cadre d'une pratique professionnelle.



| | Oui | Non | Totaux |
|-------------|-----|-----|--------|
| Eff. | 102 | 74 | 176 |
| % | 58% | 42% | 100% |

Figure 3 : Connaissance d'Internet

En s'intéressant de près aux quelques cas d'utilisation effective de l'ordinateur, il apparaît clairement que ce sont les travaux de bureautique (traitement de texte, calculs simples) qui arrivent en tête des usages cités, devant les activités de distraction (jeux, musique). Moins d'une dizaine de stagiaires confient avoir utilisé l'ordinateur pour s'entraîner à de la programmation basique, mais cela demeure un usage ponctuel et très marginal.

En ce qui concerne Internet, c'est la messagerie électronique qui a le plus été citée par les enquêtés. Il ressort aussi qu'Internet est utilisé pour de la recherche d'informations, pour écouter de la musique et pour suivre l'actualité. Ce qui est frappant, c'est qu'aucun de ceux qui affirment avoir déjà utilisé Internet, n'a indiqué ne serait-ce qu'une seule fois, recourir à

ce moyen pour accéder à de la formation et notamment de la formation à distance. Cela pourrait signifier que les stagiaires ne sont pas du tout dans cette dynamique et que les usages pédagogiques des TIC ne constituent pas pour ces professionnels de l'enseignement une réalité tangible.

En résumé, il a été constaté qu'en termes d'actions, les stagiaires paraissent loin de pouvoir développer des usages pédagogiques des TIC, notamment parce qu'ils ne se sont pas encore appropriés ces technologies. Cela est dû entre autres à un manque de formation, à une accessibilité réduite à l'outil et surtout à une absence de visibilité sur ce pourraient leur apporter ces technologies. Si certains ont une pratique de l'ordinateur, elle reste néanmoins « timide » selon leur propre expression. Et l'utilisation qui en est faite est tout simplement celle d'un utilisateur de base, bien loin de la sphère professionnelle. En dépit de ce tableau peu brillant, les stagiaires sont quasiment unanimes à souhaiter utiliser les TIC dans leur future pratique professionnelle. En effet, ils sont 174 soit 98,86 % à indiquer vouloir le faire (figure 4).

Serait-ce là, le signe manifeste d'une motivation forte pour les technologies de l'éducation ou s'agit-il d'une position de prestance à l'égard de ce que les enquêtés pensent devoir être dit à ce sujet ?

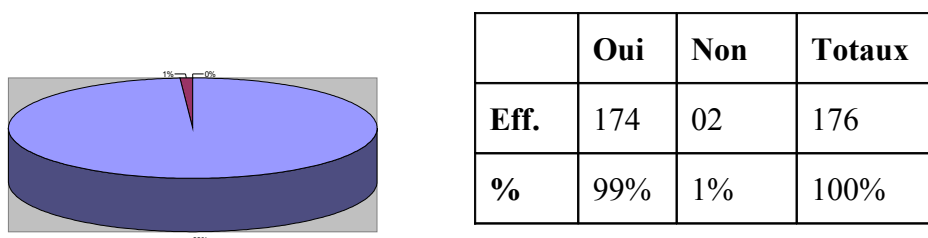


Figure 4 : Souhaits d'utilisation des TIC pour enseigner

S'il y a une information que l'on peut tirer de ces chiffres, c'est juste d'observer pour l'instant qu'une forte attente est exprimée par les stagiaires, qui dans le discours, manifestent un engouement pour ces technologies. Des spécialistes des "nouveaux médias" tentent d'apporter des explications d'ordre général au phénomène. L'une d'elles, explique Wolton¹¹ (1999, p86), c'est que pour beaucoup d'analystes, le nombre d'ordinateurs connectés à Internet semble

¹¹ Wolton D., (1999) *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Ed. Flammarion.

l'indice le plus précis du degré de développement d'un pays, voire de son degré d'intelligence. Il faut ajouter à cela d'autres motivations comme l'idée d'ouverture que paraît incarner ce média, l'attrance de la modernité et la recherche de nouvelles solidarités entre les riches et les pauvres. Le succès d'Internet s'expliquerait aussi par le sentiment d'autonomie qu'il génère. Chacun peut agir selon son bon vouloir, disent les défenseurs de ce média, et ce, quand il veut, sans intermédiaire, sans maître et en temps réel. L'individu peut donc se prendre en charge et librement développer des compétences et assurer son destin.

Breton¹² pour sa part, a retrouvé dans les discours d'accompagnement et de valorisation des technologies récentes, des éléments qui laissent croire en l'existence d'une conception d'inspiration religieuse d'Internet. Il s'appuie principalement sur les écrits de Lévy¹³ et Quéau¹⁴ pour faire émerger les fondements de cette nouvelle religiosité. Les opinions de ces auteurs sont que l'histoire cosmique est orientée vers une intensification du caractère virtuel du monde. Un monde dont les frontières deviennent de plus en plus perméables, malléables et interactives. Ainsi, le développement d'Internet selon Quéau, voudrait dire que toutes les consciences prendraient goût à l'idée d'un nouvel exode, au-delà de toutes les mers rouges y compris les mers de l'ennui et de la mort. Même si la noosphère¹⁵ n'est pas encore reconnue ajoute-t-il, elle est déjà palpable et palpitante. Elle représente l'humanité dans sa fleur. Cette conception des choses est assez représentative souligne Breton, de ce que l'on pense en général dans le milieu des technologies de l'information, qui se vit souvent comme porteur de valeurs et d'une mission vis-à-vis du reste de l'humanité. Il s'agit d'une nouvelle forme de religiosité qui n'est pas déiste. Elle est d'ailleurs contre l'idée de religion au sens habituel, qui suppose une certaine institutionnalisation et un centralisme, chose qui va à l'encontre du réseau éclaté. On retrouve néanmoins dans ce nouveau culte, le principe de séparation entre le bien et le mal. Ainsi, l'une des notions centrales de cette religiosité est la notion de transparence. La transparence comme un idéal de lumière, d'harmonie, d'extase, constitue en effet l'état à atteindre. Les partisans de cette conception présentent alors le virtuel comme un monde propre à côté du monde réel, un monde dans lequel tout serait pure communication, où tout se dirait, tout se saurait et tout se partagerait. Tout y serait transparent et immatériel plutôt que matière, esprit plutôt que corps. Et Internet dans ces conditions, en n'ouvrant les portes du cyberspace, plongera les internautes dans un monde pacifié, harmonieux, dénué de

¹² Breton P., (2003) « Réseau et religiosité : le cas d'Internet » in Réseaux et société, Musso P. (Dir.), Paris, PUF.

¹³ Lévy P., (2000) *World philosophie*, Paris, Ed. Odile Jacob.

¹⁴ Quéau P., (2000) *La planète des esprits, pour une politique du cyberspace*, Paris, Ed. Odile Jacob.

¹⁵ Notion inventée par Teilhard de Chardin pour désigner le correspondant pour l'intellect de ce que la biosphère est pour la vie. MacLuhan l'interprète comme le cerveau technologique de l'univers.

toute violence. Voici là, des idées qui séduisent et rassemblent de plus en plus d'utilisateurs de la toile dans le monde. On l'aura compris, le rêve de « guérir » la planète de ces maux est plus que jamais entretenu par une catégorie d'adeptes que l'on pourrait appeler les "technovoraces".

Toutefois, il semble que cette lecture du phénomène d'engouement autour des technologies ne peut être appliquée en l'état, à ce qui se passe à l'université de Koudougou. En effet, les stagiaires ont paru être davantage dans un mouvement de mode adossé à une envie d'être "connectés à la planète" et de ne pas être des "oubliés" du progrès technologique, plutôt que dans une démarche presque militante aux relents cosmiques et apologétiques. Dans ce milieu où le niveau de connaissances et d'expertise notamment dans le domaine des technologies peut encore assurer à l'individu une promotion sociale de premier ordre, il n'est pas étonnant que les uns et les autres anticipent et expriment un intérêt pour ces objets. Cependant, des indices laissent penser que la plupart de ces acteurs éducatifs s'intéressent aux TIC principalement en tant que moyen de promotion dans la société, voire, comme une aubaine pour gagner un peu d'argent. C'est ainsi qu'il n'est pas rare de constater selon un des formateurs interrogés, que lorsque des institutions proposent aux enseignants des formations gratuites aux TIC, beaucoup d'entre eux exigent d'être rémunérés pour y participer. Autrement, ils considèrent ce moment de formation comme une perte de temps, surtout si au bout du compte ils n'ont pas une incidence financière concrète ou un projet dans l'immédiat qui conduirait à rentabiliser les nouveaux savoir-faire acquis.

Au-delà de cette réalité du monde éducatif, il faut noter néanmoins que les ordinateurs présents à l'université de Koudougou sont peu ou prou mis à profit dans la gestion administrative pour faciliter notamment la rédaction du courrier ou la comptabilité des principales dépenses. Récemment encore, une initiative d'informatisation de la bibliothèque a été lancée et selon le premier responsable de l'établissement interrogé par téléphone, le résultat de cette action est satisfaisant.

Si un usage administratif semble voir modestement le jour, il faut préciser toutefois, qu'on est encore loin du bouleversement annoncé et que les usages pédagogiques de l'ordinateur et d'Internet étaient toujours invisibles à l'université de Koudougou au moment de cette enquête en 2005.

CONCLUSION

L'idée suffisamment répandue qui présente Internet comme une alternative importante de progrès pour les pays pauvres, une chance qui permettrait de réaliser le saut technologique et de combler le retard en matière de développement, apparaît à la lumière des faits, critiquable. Cette idée semble se construire autour du mythe de la technologie toute puissante - moteur du développement - qui a inspiré pendant une période, différents experts "développementalistes". Le transfert technologique qui est le pendant de cette vision du rôle de la technologie dans le développement, a été systématiquement expérimenté. Les résultats décevants obtenus sont encore là, pour rappeler qu'en matière de développement, la technologie ne décide pas de tout. Il existe certes, des apports irréfutables liés à l'avancée technologique, mais le plus important semble être la manière dont chaque culture, chaque peuple, se réapproprie la technologie par rapport à son environnement social, mental, culturel, économique et politique. Il est admis aujourd'hui par exemple que certains services d'Internet notamment la messagerie électronique intéressent une petite partie de la population enseignante, mais essentiellement urbaine du Burkina Faso. Car, Internet pourrait permettre dans certains cas particuliers, de participer aux débats d'actualité, de s'informer, de se former avec l'aide d'un référent, de diffuser des informations, mais sans que cela ne puisse encore servir la "démocratisation" de l'éducation et le développement global, tant il s'agit de faits marginaux ne concernant qu'une faible minorité. Il est donc important de relativiser les discours porteurs d'un optimisme béat, afin de ne pas faire de cette promesse d'un monde meilleur et solidaire dont la concrétisation se fait par ailleurs attendre, le cheval de Troie d'un mercantilisme de type nouveau, d'une marchandisation généralisée, qui serait à la recherche uniquement de marchés nouveaux, ou plutôt de territoires nouveaux, pour imposer une vision prétendument universelle de l'évolution des sociétés humaines.

Aussi, dans un environnement comme celui de l'université de Koudougou, des choix technologiques étroitement liés au milieu doivent être effectués et expérimentés et ce, en collaboration permanente avec les principaux acteurs, pour tenter de passer comme l'écrit Flichy (2001), de l'utopie fantasmagorie à l'utopie projet.

BIBLIOGRAPHIE

[1].Ba Abdoul, (2003) *Internet, cyberspace et usages en Afrique*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. L'Harmattan.

[2].Baczko B., (1984) *Les imaginaires sociaux, Mémoires et espoirs collectifs*, 1^{ère} édition, Paris, Ed Payot.

[3].Balle F., (1999) *Médias et Sociétés*, 9^{ème} édition, Paris, Ed Montchrestien.

[4].Brunet P., (2002) Vettrano-Soulard M.C., Tiemtoré O., *Les enjeux éthiques d'Internet en Afrique de l'ouest*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. L'Harmattan.

- [5].Chéneau-Loquay A., (2000) *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, Paris, Ed. Karthala.
- [6].Flichy P., (2001) *L'imaginaire d'Internet*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. La découverte.
- [7].Gabas J-J., (2004) *Société numérique et développement en Afrique*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. Karthala.
- [8].Gras A. et Poirot-Delpech S., (1989) *L'imaginaire des techniques de pointe, au doigt et à l'œil*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. L'Harmattan.
- [9].Latouche S., (1995) *La mégamachine*, Raison techno scientifique, Raison économique et mythe du progrès, Paris, Ed. La Découverte.
- [10].Leroi-Gourhan A., (1943, 1945) *Évolution et technique. L'homme et la matière* (t.1), *Milieu et techniques* (t.2), 1^{ère} édition, Paris, Ed. Albin Michel.
- [11].Lévy P., (2000) *World philosophie*, Paris, Ed. Odile Jacob.
- [12].Mattelart A., (1996) *La mondialisation de la communication*, Vendôme, PUF.
- [13].Mc Luhan M., (1967) *La Galaxie Gutenberg*, Paris, Collections idées, Ed. Gallimard.
- [14].Mignot-Lefebvre Y., (1987) *Transferts des technologies de communication et développement*, Revue Tiers-monde n° 111, Vendôme, PUF.
- [15].Ouédraogo M., (2000) *Culture et développement en Afrique*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. L'Harmattan.
- [16].Quéau P., (2000) *La planète des esprits, pour une politique du cyberspace*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. Odile Jacob.
- [17].Scardigli V., (1989) « Nouvelles technologies : l'imaginaire du progrès », In Gras A et Poirot-Delpech S., *L'imaginaire des techniques de pointe*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. L'Harmattan, pp. 97-114.
- [18].Sfez L., (2002) *Technique et idéologie, un enjeu de pouvoir*, 1^{ère} édition, Paris, Ed. Seuil.
- [19].Tshimbulu R. N., (2001) *L'Internet, son web et son e-mail en Afrique*, Approche critique, Paris, Ed. L'Harmattan.
- [20].Wolton D., (1999) *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Ed. Flammarion.